

Tiré à part

NodusSciendi.net Volume 12 ième Juin 2015



Volume 12 ième Juin 2015

**Textes Réunis par
Viviane KOUA, P.h.D**



ISSN 2308-7676

Comité scientifique de Revue

BEGENAT-NEUSCHÄFER, Anne, Professeur des Universités, Université d'Aix-la-chapelle
BLÉDÉ, Logbo, Professeur des Universités, U. Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan
BOA, Thiéméli L. Ramsès, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny
BOHUI, Djédjé Hilaire, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny
DJIMAN, Kasimi, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny
KONÉ, Amadou, Professeur des Universités, Georgetown University, Washington DC
MADÉBÉ, Georice Berthin, Professeur des Universités, CENAREST-IRSH/UOB
SISSAO, Alain Joseph, Professeur des Universités, INSS/CNRST, Ouagadougou
TRAORÉ, François Bruno, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny
VION-DURY, Juliette, Professeur des Universités, Université Paris XIII
VOISIN, Patrick, Professeur de chaire supérieure en hypokhâgne et khâgne A/L ULM, Pau
WESTPHAL, Bertrand, Professeur des Universités, Université de Limoges

Organisation

Publication / DIANDUÉ Bi Kacou Parfait,
Professeur des Universités, Université Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan
Rédaction / KONANDRI Affoué Virgine,
Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan
Production / SYLLA Abdoulaye,
Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, de Cocody-Abidjan

Sommaire

- 1- Pr. Albert DAGO-DADIE, **Cuba et l'opération Carlota en Angola**
- 2- Pr. KONKOBO Madeleine, **L'autorité du maître : un défi aujourd'hui**
- 3- Dr. Mourad OUKESSOU, **L'identité migratoire Dans un été à Stokholm de Khatibi**
- 4- AMOUZOU Emile, **Voix narratives et identité féminine en question au Maghreb**
- 5- Dr. KOUACOU Gnacabi Prince Albert, **La figure de la femme orientale dans *Les lettres persanes***
- 6- Dr. DIOMANDÉ Saty Dorcas, **Penser la femme pour servir son art : l'exemple de la trilogie de Jules Vallès**
- 7- KOUAMÉ N'dri Alfred, **Le paradoxe d'une poésie christocentree dans *d'eclairs et de foudres***
- 8- Dr. Kolotioloma Nicolas YÉO, **Leçons de rhétorique judiciaire de Gorgias : cas de *L'Éloge d'Hélène* et de *La Défense de Palamède***
- 9- Dr. HIEN Sié, **Musique et organisation sociale chez les Lobi**
- 10- Dr. LALÉKOU Kouakou Laurent, **Ivoirité et réconciliation en Côte-d'Ivoire : logique de construction d'une paix durable**
- 11- TAHA Julien, **Introduction à une herméneutique de la parole poétique dans *L'œil* et *Le secret des dieux* de B. Zadi Zaourou**
- 12- BAKAYOKO Lamad Abdallah, **Le théâtre de Caya Makhélé : fondements et sens d'une dramaturgie ouverte**
- 13- Dr. Sénon KANAZOE, **Etude de quelques faits d'appropriation du français en milieu scolaire au Burkina : le cas de l'argot du collégien**
- 14- Viviane Koua, P.h.D, **L'image du griot après l'indépendance dans quelques œuvres d'Amadou Kourouma**

CUBA ET L'OPERATION CARLOTA EN ANGOLA

Pr. Albert DAGO-DADIE

Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

Albertdagodadie65@yahoo.fr

INTRODUCTION

Les Noirs sont arrivés à Cuba pour remplacer les indigènes décimés par les maladies et les espagnols qui considéraient le travail comme une activité dégradante réservée aux vaincus de la Reconquista.

Ce sont donc leurs muscles qui ont transformé la géographie de l'île pour en faire la première productrice de sucre au monde pendant un siècle (1750-1850). La surexploitation, l'oppression et les châtements injustes ont développé chez les Cubains une certaine propension à la révolte et l'esprit rebelle dont ils sont si fiers aujourd'hui.

Cuba a été la dernière colonie espagnole à accéder à l'indépendance parce que les colons cubains ne voulaient pas prendre le risque de chasser l'Espagne pour ensuite connaître le même destin qu'Haïti. La nation cubaine en devenir n'étant vue que comme blanche, les Noirs devenaient donc des étrangers. Déterminée par l'esclavage, la question a donc revêtu une importance capitale dans la naissance et le développement de la nation cubaine.

Il y a à Cuba des Noirs comme Juan Antonio Aponte qui a pris en 1812 la tête d'une conspiration pour libérer Cuba de ses esclaves et obtenir les mêmes droits pour tous. Comme avertissements à toute nouvelle tentative antiesclavagiste, sa tête et celle de ses principaux compagnons furent coupées, exposées dans les cages en fer et exhibées dans certains endroits publics.

Comme héros national de couleur, il y a eu à Cuba le général Antonio Maceo, prestigieux chef militaire de la guerre cubaine de libération nationale. De même, plusieurs femmes, comme Fermina Lucumi, dont le courage et l'amour pour la patrie font partie du patrimoine cubain de lutte contre l'oppression ont fait parler d'elles.

Pourquoi donc est-ce à Carlota, pas très mise en relief par l'histoire officielle que Fidel Castro a tenu à rendre hommage ? Ne faut-il pas y voir une relation entre sa mort par écartèlement et le sort réservé à l'Angola par les forces pro-occidentales ? Il fallait recoudre le "corps" de l'Angola, identifié à Carlota comme Isis, dans la mythologie égyptienne, avait cousu celui d'Osiris pour lui insuffler une existence nouvelle.

De 1902 à 1959, Cuba n'a fait qu'appliquer ce que les États-Unis jugeaient politiquement correct. La rupture de 1959 a vu fleurir une nouvelle rhétorique qui rejetait les méthodes ayant conduit aux frustrations et aux humiliations.

Au nom de tous les parias de la terre, Che Guevara pouvait lancer le mot d'ordre des "deux, trois Vietnam". L'État cubain ne courait-il pas là un risque de marginalisation dont il aurait été difficile de sortir ?

Au moment où le gouvernement cubain lance l'opération Carlota, l'économie cubaine est "sous perfusion" soviétique et l'URSS ne semble pas partager l'enthousiasme internationaliste de ses protégés. Une économie sous embargo pouvait-elle se permettre de jouer en solitaire un rôle international dans une conjoncture défavorable ? L'objectif de Cuba était-il de marquer sa différence sans pour autant remettre en question les liens privilégiés avec Moscou ?

Toute étude comme celle-ci ne peut déboucher que sur des points d'interrogation, autant pour des raisons empiriques que de valeur. A poser trop de questions, on peut s'écarter du concret. Notre ambition se limite à comprendre cette geste héroïque qui a fait date dans le contexte de la Guerre Froide.

I. LE CONTEXTE DE LA GUERRE FROIDE

La guerre en Angola se déroule dans le contexte d'une réalité géostratégique appelée Guerre Froide et qui divise le monde en deux blocs.

A. La Guerre Froide, les États-Unis et l'Angola

Dans la Guerre Froide, chaque camp est porteur d'une idéologie universaliste qui voudrait détruire l'autre mais sait qu'elle ne le peut pas.

1. Guerre Froide et guerre de basse intensité : le cas angolais

Dans la Guerre Froide, chaque camp cherche à marquer des points en utilisant toutes les ressources de l'intimidation et de la subversion. Mais les deux camps évitent de s'affronter directement.

La logique américaine de la Guerre Froide est une logique de *western* dans laquelle le mal intraitable ne peut qu'être éradiqué. Les peuples qui refusent l'hégémonie des États-Unis sont des peuples félons. Le recours à la violence devient légitime parce que la liberté a le droit de répondre par les armes (Aguirre et Matthews, 1989, p.107). Champions autoproclamés du "monde libre", les États-Unis n'hésitent pas à ignorer la liberté chaque fois qu'elle contrarie leurs intérêts.

Au moment où commence l'opération "Carlota", l'émotion née du drame Vietnamien pousse une partie de l'opinion publique américaine à présenter le cas angolais comme un nouveau Vietnam.

Le 9 janvier 1976, le sénateur démocrate Richard Clark présente au Sénat un amendement qui interdit à la CIA les moyens pour agir en Angola. Coincés, les États-

Unis délèguent à l’Afrique du Sud, la tâche d’appuyer militairement les forces pro-occidentales en Angola.

2. *L’internationalisme cubain et la Guerre Froide*

L’internationalisme prolétarien, dimension fondamentale de la diplomatie cubaine, fait souvent oublier que la solidarité internationale est une éthique qui a été institutionnalisée par la Révolution Cubaine. Les 13 colonies américaines en guerre contre l’Angleterre ont bénéficié des largesses financières des élites cubaines et de la participation militaire d’un bataillon de Noirs et Mulâtres cubains.

Était-ce parce que l’internationalisme avait remporté des points dans les différentes batailles diplomatiques que la révolution cubaine en a fait la ligne de conduite de sa diplomatie ou était-ce pour épouser la nouvelle ligne idéologique marxiste-léniniste ?

3. *Les intérêts économiques en jeu*

L’Angola, le Zaïre (RDC), la Namibie, la Zambie et l’Afrique du Sud sont des pays producteurs de minerais stratégiques, de pierres précieuses, d’énergies fossiles, etc. La capacité de production d’hydroélectricité de pays comme le Zaïre et la Zambie pourrait permettre d’alimenter plus de la moitié du continent africain en électricité (Aguirre et Matthews, 1989, p.107).

La région du Golfe de Guinée, deuxième réservoir mondial de pétrole brut après le Golfe Persique est un immense réservoir que les États-Unis, à la recherche d’une diversification de ressources pétrolières, ne peuvent laisser entre les mains de l’ennemi soviétique. C’est une question d’intérêts stratégiques et économiques.

Avec la participation de la CIA dans la conspiration contre Lumumba et l’appui donné à Mobutu pour qu’il installe un gouvernement pro-occidental en 1965, les

États-Unis écartaient ainsi toute menace de socialisme dans la région (Aguirre et Matthews, 1989, p.178). Et les possibilités d'affaires étaient énormes pour les financiers occidentaux.

B. Stratégies politiques, tribales et libération nationale

L'Angola, coincé entre le Zaïre, la Zambie et la Namibie, a une superficie de 1 246 700 km².

1. Ethnicité et lutte de libération nationale

En Angola, comme dans les autres colonies portugaises, la mobilité sociale de l'indigène passait par l'assimilation. Pour être assimilé et jouir de tous les droits attachés à la citoyenneté portugaise, l'autochtone devait savoir lire et écrire le portugais, avoir renoncé aux coutumes tribales, payer l'impôt de capitation, être le fruit d'une union légitime s'il était métis et faire preuve de loyalisme envers l'État (Banque mondiale, 2005, p.27).

Les *assimilados* étaient une minorité privilégiée dans un pays où les effectifs scolaires étaient faibles dans le primaire.

Dans les pays aux ethnies nombreuses comme l'Angola, la différence entre groupes ethniques devient source de conflits dès qu'on découvre une richesse de haute valeur comme le pétrole (Aguirre et Matthews, 1989, p.178). Chaque groupe a conscience de l'importance des ressources que devront exploiter ceux qui dirigeront le pays. L'État devient donc l'enjeu de luttes ethniques et politiques. L'"autre" devient le bouc émissaire et les militants des génocidaires en puissance.

La décolonisation, action de libérer le présent du passé et le futur des scories du présent, peut devenir un mirage si elle ne sait pas tirer les leçons du

passé pour aller vers une synthèse utile. C'est à la lumière de cette analyse que nous allons juger les trois parties qui se disputent le pouvoir en Angola.

2. Le FNLA et l'UNITA

Roberto Holden, fondateur du FNLA (Front National de Libération de l'Angola) le 27 mars 1962, joue la carte séparatiste de l'ancien royaume du Kongo, territoire arbitrairement annexé à l'Angola en 1884 selon lui (Grah Mel, 2003, p.144).

De tendance tribaliste, son parti est vu comme anti-métis et anti-blanc, ce qui a donné un caractère raciste à l'insurrection du Nord-Ouest qui, en 1954, a été le point de départ de la création de l'organisation.

Le FNLA avait des liens très étroits avec la CIA dont son chef était membre depuis les années 60. Ses adversaires ont reproché à Roberto Holden son incompetence et son népotisme.

En 1965, il y a une tentative de Coup d'État contre Roberto Holden et la démission de plusieurs cadres dont Jonas Savimbi. Pour le FNLA, Savimbi a été expulsé du parti parce qu'accusé d'être un agent de la CIA et des services de renseignement sud-africains.

Le 13 Mars 1966, Savimbi crée l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola). Idéologiquement, l'UNITA se veut authentiquement africaine et angolaise. Très vite circulent des rumeurs sur des collisions entre l'UNITA et la PIDE (Policia International de Defesa Do Estado). Elle hérite du matériel marocain de la guerre contre les "Katangais" à Kolwezi et bénéficie de l'aide d'un fonds arabe créé pour l'aider à acheter des armes.

3. Le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola)

Le MPLA, présenté comme le parti des *assimilados*, est devenu rapidement le mouvement nationaliste le plus important surtout après le soulèvement du 4 février 1961, début symbolique de la "prise de la Bastille" par le MPLA.

Son premier secrétaire général, le métis Mario de Andrade, est remplacé en 1961 par Agostinho Neto, considéré comme beaucoup plus représentatif sur l'échiquier ethnique parce que MBUNDU (Béjot, 1996, p.89).

S'appuyant sur la Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises (CONCP), vecteur avec la Révolution Cubaine et sur une action de propagande relayée par la gauche européenne et les pays socialistes, le MPLA a pris une longueur d'avance sur ses deux concurrents.

Sur le terrain, le MPLA contrôle plus des 2/3 des provinces dont Luanda et la ville de Cabinda. Le Portugal n'a pas voulu tenir compte de ce rapport de forces et seul l'amiral "rouge", Rosa Countinho lui a laissé en héritage 10 000 "Katangais", bien encadrés et anciens collaborateurs de la PIDE. Chacun des 3 mouvements s'engage dans le *scramble for Luanda*¹.

C. Le *scramble for Luanda*

Chacun des trois mouvements avait contre les deux autres des griefs susceptibles de déclencher la guerre civile à tout moment. C'est alors que, contre toute attente, éclate "La Révolution des œillets".

1. "La Révolution des œillets" et l'accord d'Alvor

L'histoire s'est accélérée le 25 avril 1974 à un moment où les mouvements de libération élaboraient des stratégies pour une guerre de libération dont la fin semblait encore lointaine. La "Révolution des Œillets" fut une véritable "divine surprise" pour les mouvements de libération angolais. En

¹Par analogie avec le *Scramble for Africa* qu'il y a eu en 1884 avant la Conférence de Berlin. En français, "la ruée vers Luanda".

effet, pour le dictateur Salazar, les possessions d'outre-mer étaient des provinces portugaises inséparables de la métropole. Il n'existait donc pas de problème de décolonisation au Portugal.

Mais, entre-temps, l'histoire s'était accélérée. Les jeunes officiers du MFA (Mouvement des Forces Armées) avaient pris le pouvoir. Tous les appétits se sont alors aiguisés et ont provoqué des heurts sanglants entre les trois tendances. Le général Antonio de Spínola, chef de la junte militaire a aboli la censure, supprimé la PIDE et annoncé des élections au suffrage universel. La marche vers l'indépendance peut commencer dans les colonies.

Le 31 janvier 1975, représentants du pouvoir colonial et mouvements de libération se réunissent dans la station balnéaire d'Alvor pour mettre en place un gouvernement de transition, convoquent une assemblée générale dont l'ordre du jour devait porter sur la proclamation de l'indépendance pour le 11 novembre 1975.

Mario Soares, ministre des affaires étrangères liquide l'empire colonial. Chacun des trois camps angolais s'apprête à s'installer à Luanda avant les deux autres. Les grandes manœuvres commencent alors autour de la capitale. Des chars zairois appuient le FNLA sur le chemin de Luanda : l'opération Zoulou a commencé.

2. L'opération Zoulou

Lorsque le colonisateur portugais part en catastrophe, chacun des trois prétendants à la tête du futur État angolais veut chausser ses bottes. Une défaite du MPLA en Angola ferait oublier à l'opinion publique américaine le départ calamiteux du Vietnam. Incapable d'engager une action directe, les États-Unis recrutent des mercenaires et envoient 32 millions de dollars en armes pour que le FNLA lutte contre le MPLA (Aguirre et Matthews, 1989, p.178).

La CIA et l’Afrique du Sud recrutent des mercenaires. Le président Mobutu prend contact avec le général Antonio de Spínola, pour lui demander d’empêcher que l’Angola ne tombe entre les mains du MPLA. Henry Kissinger (USA) et Kenneth Kaunda (Zambie) demandent l’aide des Sud-Africains et la complicité des Français pour que le FNLA prenne position à Luanda. C’est le point de départ de l’opération Zoulou (Conchiglia, 2014).

Que pouvait bien représenter le terme "zoulou" pour les racistes sud-africains, les États-Unis, la France ou le Zaïre ? Le "sanguinaire" Chaca Zoulou? Un barbare selon la vision grecque antique ou un soldat Hun d’Attila ? Une tribu courageuse, guerrière et conquérante ? Le terme n’avait certainement pas le même sens pour tout le monde.

Les Américains hors-jeu, c’est l’axe Pretoria-Kinshasa qui portera les forces pro-occidentales en Angola. Luanda est prise en tenailles par les ennemis du MPLA. Au nord, les troupes de Mobutu et du FNLA. Depuis le sud c’est l’UNITA et l’Afrique du Sud qui cherchent à marcher sur Luanda. Dans le *scramble for Luanda*, l’Afrique du Sud et le Zaïre forment l’avant-garde. A l’arrière-garde, il y a la France et la Grande-Bretagne. Le groupe est indirectement appuyé par Israël et l’Arabie saoudite. C’est l’opération Zoulou qui légitimera l’opération Carlota.

3. L’opération Carlota

Lorsque le 4 novembre 1975, Agostino Neto sollicite avec urgence la collaboration de Cuba, il ne fait qu’enfoncer une porte ouverte. Des conseillers techniques cubains étaient déjà en Angola et les techniques de recrutements étaient déjà rodées. Le "volontaire" devait être jeune, en bonne santé, physiquement résistant, brave et doté de qualités militaires certaines. Il devait être noir parce que

les mouvements de libération africains avaient demandé que la présence cubaine se fit discrète (Risquet Valdés, 1999, p.9).

Agostino Neto demande 100 instructeurs, Fidel Castro en met 480 à sa disposition. Le personnel est accompagné de la logistique et des moyens généraux nécessaires pour faire fonctionner les écoles militaires déjà fonctionnelles en décembre 1975 (Risquet Valdés, 1999, p.9).

Cuba venait combler un vide. Les recrues des FAPLA (Forces Armées populaires de Libération d'Angola) avaient reçu des armes soviétiques mais sans le personnel d'encadrement. Aux candidats au départ, Fidel Castro assigne un objectif immédiat : il faut arrêter les Sud-Africains et les empêcher d'occuper Luanda.

II. DE LA GUERRE DE LIBERATION NATIONALE A LA GUERRE CIVILE

L'incapacité du Portugal à gérer le dossier angolais et l'influence de la Guerre Froide ont ruiné le processus d'indépendance en Angola.

A. Les acteurs

En Angola, la Chine s'est chargée de la formation militaire de Savimbi et de fournir des armes aux adversaires du MPLA à la "solde" du "social impérialisme" soviétique. Elle n'envoie pas de troupes parce que pour elle, la lutte contre l'oppression doit être gagnée par les peuples eux-mêmes (Bouzanda, 2012).

L'URSS ne manifeste pas la ferme intention de s'installer en Angola. Aux États-Unis, l'opinion publique est toujours traumatisée par le désastre vietnamien mais le pays ne peut pas ne pas réagir.

1. Les États-Unis d'Amérique

L'importance de l'Angola est très relative pour les États-Unis mais, pour Washington, Moscou est toujours derrière les mouvements de libération nationale. Même quand ce n'est pas le cas, c'est toujours l'URSS qui en profite. La proclamation de l'indépendance par le MPLA prosoviétique et la présence de troupes cubaines dans le pays font de l'Angola, un enjeu de première importance. Dans la stratégie définie par Henry Kissinger, partout où l'URSS projette de s'installer, elle doit trouver la réponse américaine appropriée. Pour le secrétaire d'État américain, le gouvernement du MPLA est une menace pour la liberté en Afrique parce qu'il pourrait devenir le fer de lance de l'URSS sur ce continent.

Dès 1977, les États-Unis apportent à l'UNITA un soutien renforcé par la "Doctrin Reagan" qui se donne pour objectifs de mobiliser l'opinion publique américaine afin de freiner ou d'étouffer dans l'œuf tout processus révolutionnaire dans le monde. Pour l'Afrique du Sud, la Maison Blanche élabore le "compromis constructif" pour éviter que le pays ne tombe dans les mains d'organisations comme l'ANC (*African National Congress*). Il faut donc laisser la minorité blanche faire les réformes progressives légitimes pour qu'elle reste le plus puissant allié de l'oncle Sam dans la région. La stratégie du "compromis constructif" visait un rapprochement entre l'Afrique du Sud et ses voisins pour faciliter l'exclusion de l'URSS et de Cuba. L'Afrique du Sud dotée d'une armée expérimentée et bien équipée, doit devenir *de facto*, le tuteur de l'UNITA.

2. L'Afrique du Sud

L'objectif de l'Afrique du Sud est de mettre en place une stratégie pour dissuader ou déstabiliser n'importe quelle initiative qui chercherait à l'isoler ou à démontrer que les Nègres peuvent s'autogouverner. Pour le régime raciste, la

présence d'un régime marxiste et d'un corps expéditionnaire cubain, légitime l'*apartheid* et l'occupation de la Namibie.

A partir de 1983, l'Afrique du Sud multiple les incursions en Angola sous prétexte que ce pays constitue un "sanctuaire" pour la Swapo (*South West Africa People Organization*) (Aguirre et Matthews, 1989, p.170). En réalité, les Sud-Africains se mettent à la disposition de l'UNITA. Les intérêts des États-Unis et de l'Afrique du Sud se rencontrent donc sur le terrain. C'est pourquoi toutes les invasions de l'Angola par l'Afrique du Sud sont diplomatiquement soutenues par les États-Unis, surtout à partir de l'arrivée de Reagan au pouvoir.

Avec Reagan (1981-1989), les Sud-Africains ont les mains plus libres. Dans le Sud de l'Angola, ils interviennent directement. Dans le Nord, se déploient les rebelles de l'UNITA que Pretoria ravitaille par voie aérienne. Ailleurs, la guerre se résume à une déstabilisation larvée dont les principales victimes sont les paysans.

En décembre 1985, le comité central du MPLA informe que les Sud-Africains ont violé l'espace aérien angolais en 4000 occasions, qu'ils ont réalisé 168 bombardements et aéroporté des troupes en territoire angolais, 230 fois. Pendant longtemps, le gouvernement sud-africain a nié avoir agressé l'Angola mais en novembre 1987, Magnus Malan, ministre de la défense a admis les faits. (Aguirre et Matthews, 1989, pp.171-172)

L'opinion publique sud-africaine ne comprenait pas que l'on dépense des sommes considérables et fasse mourir des jeunes blancs dans une situation où n'est perceptible aucune menace quelconque sur la nation.

3. Cuba

Dans son discours d'Alger en 1964, le Che préconisait la multiplication des *guérillas* dans le Tiers Monde pour obliger l'impérialisme à se battre sur plusieurs fronts. C'est cette stratégie qui a été immortalisée avec le slogan des "deux, trois Vietnam". L'internationalisme prolétarien préconisé avait une dimension à la fois politique et éthique. Cette dimension de la stratégie sera définie dans ce qu'il a appelé "l'homme nouveau".

En s'engageant à soutenir le MPLA en Angola, Cuba prend le risque de s'opposer à l'armée la mieux équipée de la région et de subir des représailles américaines à un moment où l'URSS est encore tiraillée entre son devoir de détente avec les États-Unis et son engagement sur le front africain.

L'engagement de Cuba en Angola témoigne d'une velléité d'autonomie face à la bipolarisation du monde. Malgré la Guerre Froide, il existe une volonté propre de l'État cubain de se solidariser avec les pays déshérités du globe et spécialement avec l'Afrique. Lorsque l'URSS accepte le fait accompli, elle livre à Cuba les armes destinées à l'armée angolaise en formation et fournit les ressources nécessaires (Aguirre et Matthews, 1989, p.171).

L'opération "Carlota" devait durer trois ans au bout desquels le gouvernement cubain devait retirer toutes ses troupes régulières d'Angola. Mais l'invasion de la province zaïroise du Katanga par le FNLC (Front National de Libération du Congo) basé en Angola et la première guerre du Shaba ont arrêté le retrait des troupes cubaines.

Depuis la Havane, Fidel Castro est renseigné par les satellites soviétiques sur les opérations stratégiques et tactiques (Aguirre et Matthews, 1989, p.171). Selon Jorge Risquet Valdès, l'opération Carlota s'inscrit dans la logique d'une stratégie politico-militaire qui consiste à s'appuyer sur le soutien accordé aux mouvements de libération des colonies portugaises comme point

de départ du combat définitif : la libération du peuple sud-africain du régime raciste de l'*apartheid*.

B. Les grandes batailles

Luanda est devenue un objectif militaire et politique fondamental avant la proclamation de l'indépendance. Le MPLA, l'occupant des lieux a mis en place autour du village de Kifandongo, à l'est de Luanda, les défenses stratégiques de la ville.

1. La bataille de Kifandongo

Le FNLA soutenu par l'armée zaïroise, des militaires sud-africains dont un général, des mercenaires et quelques officiers paramilitaires de la CIA marchent sur Luanda. Le 10 décembre, le gros des troupes sud-africaines qui ont fait une marche forcée vers la capitale de 60 à 70 km par jour s'arrêtent subitement à environ 300 kms et se mettent à la disposition de l'UNITA.

Les assaillants se sont heurtés aux FAPLA appuyés par le corps expéditionnaire cubain. Incapable de soutenir les bombardements intensifs de l'aviation cubaine, le FNLA et ses alliés perdent la bataille. Les zaïrois fuient et les Sud-Africains sont évacués par une frégate de leur pays. Le même soir, les Bakongos, soupçonnés d'être la cinquième colonne tribale du FNLA sont chassés de Luanda (Smith, 1988).

Cette victoire consolide le MPLA en tant que parti dirigeant du pays et Agostino Neto proclame officiellement l'indépendance le 11 novembre 1975. Roberto Holden qui a dirigé lui-même les opérations pendant la bataille, tenait absolument à attaquer la ville de façon frontale en faisant fi de tous les conseils.

La bataille de Kifandongo a eu pour conséquence de faire disparaître le FNLA de l'échiquier politico-militaire angolais. Désormais, la lutte pour le pouvoir

n'opposera plus que l'UNITA et le MPLA. Les combattants du FNLA appellent la bataille de Kifandongo "NSHILA WALUFU" ce qui en kikongo signifie "la bataille de la route de la mort". Bataille décisive dans la guerre de libération, Kifandongo, dernière bataille du *scramble* a été la première de la guerre civile angolaise (1975-2002).

2. La bataille de Mavinga

Le gouvernement angolais qui considérait comme un affront la mise en place d'un mini-État à Jamba décide de reprendre le sud-ouest du pays et lance en 1985, une grande offensive visant les villes de Cazombo et Mavinga. Après la conquête de Cazombo, les FAPLA marchent sur Mavinga défendue par l'UNITA et les Sud-Africains (Conchiglia, 1986).

Pour la première fois, l'Afrique du Sud intervient massivement à plus de 250 kms de leurs frontières avec un nombre impressionnant de soldats et de blindés pour déloger les cubains. L'aviation sud-africaine réussit à arrêter les FAPLA dont l'État-major avait sous-estimé la possibilité d'une intervention aérienne de cette envergure à cause des accords de Lusaka (Conchiglia, 1986). Une intervention aérienne aurait entraîné une condamnation de la communauté internationale à laquelle l'Afrique du Sud n'oserait pas s'exposer.

Pour soutenir les FAPLA en difficultés, Fidel Castro envoie 1500 soldats d'élite et les militaires angolais reçoivent un entraînement spécial pour s'adapter aux nouvelles armes plus sophistiquées envoyées par l'URSS.

3. La bataille de Cuito Canavale

Tirant les leçons de la bataille de Mavinga, les Sud-Africains envoient des troupes d'élite chargées des opérations à Cuito Canavale, avec l'intention de prévenir une autre offensive contre l'UNITA. Les forces en présence sont

considérables mais chacun est conscient que la décision finale sera difficile à emporter.

Nous avons face à face d'un côté les Sud-Africains, leurs supplétifs noirs namibiens et les troupes de l'UNITA. De l'autre, les FAPLA soutenus par les Cubains et plusieurs chars.

Il est clair qu'une victoire sud-africaine signifierait l'éclatement de l'Angola. C'est pourquoi Cuba envoie les plus modernes de ses avions disponibles, ses meilleurs pilotes, et le matériel militaire de dernière génération.

Dans les airs, les escadrilles de Mig-23 prennent l'avantage sur les mirages III paralysés par les batteries antiaériennes soviétiques. Les troupes angolaises, cubaines et de la SWAPO commandées par le général cubain CINTRA FRIAS font retourner les troupes sud-africaines jusqu'au fleuve Cunene en direction de la frontière namibienne.

L'intention de Fidel Castro n'est pas seulement de défendre Cuito Canavale mais de débarrasser une fois pour toutes l'Angola des Sud-Africains. Le 23 mars 1988, l'Afrique du Sud lance son dernier assaut d'envergure et se retire parce qu'elle considère qu'un combat plus engagé aurait comporté des risques.

Après l'attaque victorieuse des Cubains, les Sud-Africains détruisent le pont sur le Cunene pour rendre plus difficile la traversée de la frontière namibienne à l'ennemi. Les cubains construisent à la place, un pont en bois appelé "La patrie ou la Mort".

Plus grande confrontation militaire de la guerre civile angolaise, Cuito Canavale a brisé le mythe de l'invincibilité de l'armée sud-africaine. Elle est historique parce qu'elle a contribué à mettre fin à l'apartheid.

L'Afrique du Sud "Arc-en-ciel" a élevé à Pretoria au sein du *Freedom Park*, un mur en mémoire de tous ceux qui ont combattu pour la liberté des Africains : Cubains

et Angolais y figurent mais pas les soldats sud-africains. Pour Nelson Mandela, Cuito Canavale a constitué un moment de la lutte pour libérer le continent et le pays du fléau de l'*apartheid*. Pour Fidel Castro, c'est le plus grand exploit jamais accompli par les Cubains. Malgré tous les efforts de Washington, Cuba a changé le cours de l'histoire en Afrique australe. Face à une situation militaire aux conséquences imprévisibles, Pretoria s'est vu obligée d'entamer les négociations.

C. Les paradoxes de la Guerre Froide

Les paradoxes ont été nombreux au cours de la guerre civile angolaise.

1. Intérêts idéologiques, économiques et Guerre Froide

La politique américaine en Angola a plus mis l'accent sur les aspects idéologiques qu'économiques des États-Unis. Les contradictions ont été nombreuses entre les intérêts des sociétés américaines opérant en Angola et la "Doctrine Reagan". Washington a fait pression sur les sociétés comme Gulf Oil, Chevron et bien d'autres multinationales pour qu'elles se retirent d'Angola. L'objectif politique visé était d'asphyxier l'État angolais pour l'éloigner de Moscou et l'obliger à modérer sa politique économique.

Le secteur pétrolier, dominé par les multinationales américaines n'a pas fait les frais d'une guerre dont il était le nerf. Parmi les paradoxes, il y a eu la protection de la raffinerie de Chevron au Cabinda par les troupes cubaines qui devaient éviter qu'elle ne soit détruite par la *guérilla* financée et formée par Washington (Aguirre et Matthews, 1989, p.171).

En 1985, un *commando* sud-africain est parti spécialement d'Afrique du Sud pour saboter les installations pétrolières de Chevron. Le capitaine Wynar Petrois Du Toit, membre du *commando*, capturé par les FAPLA a avoué son forfait. Parmi les

entreprises américaines qui ont travaillé en Angola, il y avait des multinationales comme IBM, CHEVRON, CHASE MANHATTAN BANK.

Dans une déclaration, David Rockefeller, ex. président de la CHASE MANHATTAN BANK a expliqué dans une lettre publique en 1986 que "l'Angola est devenu un des plus grands et des meilleurs associés dans toute l'Afrique et fournir de l'aide à l'UNITA est un non-sens" (Aguirre et Matthews, 1989, p.174). C'est pour toutes ces raisons que la politique économique angolaise a été souvent caractérisée de "pragmatique".

2. Le "pragmatisme économique" de l'Angola

Dès les premiers jours d'indépendance, Agostino Neto a mis en place un programme économique qui permettait l'existence d'un secteur privé agricole. Dans l'ensemble, les entreprises étrangères n'ont pas été nationalisées et l'État angolais s'est chargé de celles qui avaient été abandonnées par les Portugais.

Le Président Dos Santos a non seulement maintenu les sociétés étrangères, surtout américaines, mais aussi leur a accordé des facilités et des réductions d'impôts. Son ministre de l'Économie était conseillé par la firme américaine ARTHUR D. LITTLE. 95% du pétrole et la totalité des diamants étaient canalisés vers l'Occident (Conchiglia, 1986).

Malgré ses bonnes relations avec l'URSS, l'Angola est restée une économie de marché et la plus grande partie de son commerce s'est faite avec l'Europe occidentale et les États-Unis. L'URSS a fourni des armes mais pas en quantité suffisante pour permettre au gouvernement angolais de venir définitivement à bout de l'UNITA.

Le marché noir appelé *caduna* a conquis le secteur de la distribution. Dans les *Muceques*, bidonvilles de Luanda, s'entassent les *dislocados*, les déplacés de guerre (Conchiglia, 1986).

Pour Washington, le "pragmatisme économique" de l'Angola était appelé à l'éloigner définitivement des postulats révolutionnaires radicaux. Le plus grand triomphe de la "Doctrine Reagan" a été d'interrompre un processus révolutionnaire contraint de limiter ses ambitions parce que perturbé par une guerre financée par les États-Unis.

3. Les stratégies perverses de la guerre

Après la proclamation de l'indépendance par le MPLA au pouvoir, l'objectif de l'UNITA est de faire peser la guerre sur l'État et les citoyens. Pour ce faire, elle détruit systématiquement les hôpitaux et les centres de santé. L'Afrique du Sud lance des attaques contre des infrastructures comme le chemin de fer de Benguela et fait revendiquer les dégâts par l'UNITA.

Pour affecter la production diamantifère et l'investissement étranger, l'UNITA séquestre des investisseurs et des travailleurs étrangers des mines de diamants. Dans l'agriculture, il y a ce que les officiers angolais appellent la "guerre du manioc" (Conchiglia, 1986). L'impossibilité d'utiliser certaines zones de cultures à cause de la guerre conduit des millions de paysans à endurer une famine structurelle. Les tactiques de l'UNITA de poser des bombes dans les plantations a fait des millions de victimes (Smith, 1998).

Les actions de l'UNITA s'expliquent aussi par des considérations stratégiques : frapper fort l'ennemi, mettre le pays à genoux avant qu'il ne soit en mesure de remettre en cause la suprématie aérienne sud-africaine.

Les mines antipersonnel empêchent les populations de rejoindre leurs champs. Les mines multiplient le nombre de mutilés. Le nombre élevé d'unijambistes témoigne d'une tragédie perverse qui ne cherche plus à tuer l'ennemi mais à transformer la masse paysanne en une armée d'estropiés à la charge de l'État (Aguirre et Matthews, 1989, p.180). Il y a eu des milliers de morts et d'exilés. Les enfants ont été souvent les premières victimes. Dans l'Angola de l'opération Carlota, l'UNITA a créé un climat de terreur avec les assassinats des coopérants étrangers.

III. LA FIN DE LA GUERRE

A. La négociation

L'enlisement de la guerre a obligé les différents acteurs à envisager des négociations.

1. Les facteurs déterminants de la négociation

Malgré les sommes colossales allouées par les États-Unis, l'UNITA ne réussit pas à franchir les portes du pouvoir. Le gouvernement angolais ne réussit pas à endiguer les forces ennemies malgré les sacrifices consentis par les Cubains. En Namibie, la situation sur le terrain est telle que la Swapo a très peu de chance de réussir un soulèvement populaire ou une révolution pacifique.

En Afrique du Sud, l'opinion publique blanche ne comprend pas que l'armée la plus puissante du continent, de surcroît majoritairement composée de combattants blancs, n'ait pas réussi à s'imposer en Angola. Les objecteurs de conscience, la presse, l'opinion publique ne comprennent pas le bien-fondé d'une guerre qui n'a jamais été déclarée et fait mourir de jeunes blancs. Les Sud-Africains blancs ne

comprennent pas l'entêtement du gouvernement à vouloir maintenir sous mandat sud-africain la Namibie qui coûte trop cher au contribuable.

Pour le gouvernement sud-africain, la Namibie dépend fondamentalement de Pretoria et l'indépendance n'y changerait pas grand-chose. L'arrivée de nouveaux investisseurs en Namibie ne peut qu'être profitable à l'Afrique du Sud. Par ailleurs, dans les discussions préalables, la SWAPO a donné des garanties aux hommes d'affaires américains, européens et à la minorité blanche qu'elle ne tenterait pas de créer un État socialiste. Elle s'engageait au contraire à suivre la voie tracée par le Zimbabwe (Béjot, 1996, p.159).

Par ailleurs, il n'est pas impossible que les États-Unis aient fait pression sur Peter Botha parce que Reagan tenait absolument à régler le problème angolais avant de quitter la Maison Blanche. Quant à l'Union Soviétique, elle veut débloquer les conflits en Afrique Australe. Elle veut surtout en finir avec la guerre d'Angola parce que la présence massive des Cubains dans le pays gêne sa politique de détente Est-Ouest. Pour Gorbatchev, le retrait des troupes d'Afghanistan et d'Angola était indispensable pour améliorer les relations avec le monde occidental et les États-Unis.

2. Les conditions de la négociation

Le 27 mai 1987, Reagan et Gorbatchev se sont rencontrés pour se mettre d'accord sur le retrait des troupes cubaines et sud-africaines d'Angola et l'indépendance de la Namibie sans l'intervention directe des deux superpuissances dans les négociations.

De son côté, Fidel Castro avait fait savoir au département d'État américain qu'il était prêt à retirer ses troupes sur une période de 4 ans après des négociations engageant La Havane, Luanda, Pretoria et la SWAPO. En application de l'article 435

de l'ONU, l'Afrique du Sud devait se retirer de la Namibie et Washington devait arrêter son aide à l'UNITA (Aguirre et Matthews, 1989, p.184).

Les États-Unis qui voulaient à tout prix empêcher la participation de Cuba aux négociations n'y étant pas parvenu ont exigé, de concert avec l'Afrique du Sud, le retrait des troupes cubaines d'Angola comme condition première.

L'Angola insistait sur l'application de l'article 435 de l'ONU parce que la Namibie servait de base à l'Afrique du Sud pour attaquer le territoire angolais et apporter son appui à l'UNITA. Le régime du MPLA avait accepté déjà depuis décembre 1984, le retrait des trois quarts des troupes cubaines et la possibilité que le reste se déploie de la zone d'hostilité à la frontière. Le retrait définitif devant se faire postérieurement (Aguirre et Matthews, 1989, p.184).

En Afrique du Sud, le président Peter Botha a été obligé d'accepter l'idée de l'indépendance de la Namibie pour améliorer son image de marque à l'intérieur, obtenir la fin du boycott qui limitait l'accès de l'Afrique du Sud à certains produits. Enfin, cette indépendance ouvrait la possibilité de nouveaux marchés en Afrique.

3. La signature des accords

Le 20 juillet 1988, l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba se mettent d'accord sur un protocole en 14 points. Après 21 mois de négociations entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud, un accord est obtenu pour le retrait cubain d'Angola et sud-africain de Namibie. Selon l'accord, les troupes cubaines se retireront graduellement vers le nord jusqu'à ce qu'au 1^{er} Juillet 1991, il n'y ait plus un seul Cubain en Angola.

Dans l'ensemble, les accords sont un succès pour les États-Unis. Washington a obtenu que l'Afrique du Sud se retire de Namibie sans que le monde occidental perde

le contrôle sur le pays. Les Cubains se sont retirés, l'Angola a modifié sa politique économique et le "compromis constructif" bien que critiqué en Afrique fonctionne.

Le président Reagan a terminé son mandat en démontrant que freiner les avancées soviétiques partout où elles se manifestent est un choix stratégique juste. Pour Reagan, la paix s'obtenant par la force, un mélange de forces militaires et de pressions diplomatiques devrait contribuer à freiner les avancées de l'Union Soviétiques (Aguirre et Matthews, 1989, p.187).

L'appui aux *Moudjahidines* afghans et à l'UNITA ont permis à Reagan de quitter la Maison Blanche avec deux triomphes selon sa propre vision. Une fois obtenu l'accord de paix, l'intérêt des États-Unis était de faire asseoir Dos Santos et Savimbi afin de les amener à négocier. Même battu sur le terrain militaire, l'Afrique du Sud a su tirer de la situation des intérêts stratégiques, économiques et financiers. Les négociations ont relancé la diplomatie sud-africaine sur le continent africain ce qui lui a permis d'entamer un dialogue direct officiel avec un certain nombre de pays africains.

B. Les conséquences politiques et diplomatiques de l'opération Carlota

La guerre civile angolaise a eu des répercussions non seulement en Afrique mais aussi dans les relations internationales en général.

1. L'Afrique du Sud

Au moment de l'opération "Zoulou", l'équation militaire était très complexe en Afrique du Sud parce qu'il y avait beaucoup d'éléments à prendre en compte. Pretoria était l'amie des États-Unis et l'ANC le protégé de l'URSS. De 1958 à 1992, l'armée d'Afrique du Sud blanche doublait son budget chaque année (Serrano, 1993, p.71). Lorsque l'ONU a décrété l'embargo sur l'Afrique du Sud au début des années

70, le pays s'est mis à développer une industrie locale capable de produire tous types d'armes et de mettre au point toute sorte de technologie moderne.

L'Afrique du Sud savait que l'ANC avait des hommes préparés pour la subversion et la guerre révolutionnaire. Elle a choisi l'escalade parce qu'elle savait qu'elle jouait son destin en Angola.

Mais la déroute militaire et politique de l'Afrique du Sud est telle qu'il lui est difficile de s'en remettre. Elle a pris du plomb dans l'aile en Angola. Il y avait une possibilité de coup d'État militaire à Pretoria si l'armée de l'*apartheid* avait été victorieuse en Angola (Serrano, 1993, p.71).

Face aux limites de la situation militaire, l'Afrique du Sud a reconnu l'indépendance de la Namibie et, après la libération de Nelson Mandela, l'*apartheid* a été aboli après trois siècles de domination Boer.

Les premières élections pour tous les Sud-Africains de toutes les couleurs au suffrage universel direct ont eu lieu le 27 avril 1994. De Klerk et Mandela, prix Nobel de la paix, ont décidé de créer un nouveau modèle d'État s'engageant dans les réformes de toutes les institutions à commencer par l'armée. Nelson Mandela, premier président noir de la république d'Afrique du Sud considère l'échec militaire sud-africain en Angola comme le "tournant" dans la libération du continent africain du fléau de l'*apartheid* (Serrano, 1993, p.71).

2. La Namibie

L'une des conséquences les plus importantes de la négociation de l'Accord de paix a été l'application effective de la résolution 435 de l'ONU et l'indépendance de la Namibie, colonie allemande occupée par l'Afrique du Sud, au cours de la Première Guerre Mondiale en 1915.

Période de semi-esclavage pour les indigènes noirs, ils recevaient un salaire quinze fois inférieur à celui d'un blanc (Fuchs, 1990, p.10). Malgré les demandes répétées de décolonisation formulées par l'Assemblée Générale de l'ONU, l'Afrique du Sud faisait la sourde oreille parce que forte de l'appui de ses alliés occidentaux.

A l'occasion des accords qui devaient mettre fin à la guerre civile en Angola, la SWAPO a pu s'asseoir sur la table de négociation avec l'Afrique du Sud sans avoir véritablement imposé un rapport de force politique ou militaire sur le terrain. L'Afrique du Sud contrôle les mines et l'agriculture, a pu garantir ses investissements et obtenir le maintien du pays dans la zone du *rand*, continue de contrôler l'aéroport stratégique de Walvis Bay, a obtenu tous les symboles forts du futur État au cours des négociations. (Fuchs, 1990, p.10)

Malgré toutes ces contraintes et après plus de 25 ans de tension avec le pays de l'*apartheid*, la SWAPO, a pu gagner les élections. Le retrait cubain enlevait ainsi à l'Afrique du Sud le dernier argument justifiant sa présence dans l'ancien Sud-Ouest africain.

3. La sublimation des frustrations historiques

En Angola, Cuba a été non seulement la cheville ouvrière de l'effondrement du colonialisme portugais mais aussi de l'*apartheid*. Cependant, Cuba allait-elle participer aux négociations de paix? Pour répondre à cette question apparemment absurde, il faut faire un retour en arrière dans l'histoire de l'île. Pour des raisons historiques humiliantes et frustrantes, Cuba ne voulait être écartée d'aucune négociation ayant un rapport quelconque avec la guerre. C'est pourquoi les Cubains n'ont pas apprécié que les États-Unis aient voulu à tout prix empêcher leur participation aux négociations. Cuba n'a par exemple pas apprécié les négociations directes entre Pretoria et Luanda, le 13 Mai 1988, à Brazzaville (Fuchs, 1990, p.10).

Le fait de siéger, le 22 décembre 1988, à la table des négociations avec tous les acteurs ayant pris part au conflit, est un acte qui peut paraître anodin mais qui est d'une très grande importance pour l'imaginaire collectif cubain. L'absence à la table des négociations au moment où doivent se prendre les décisions de portée historique est une humiliation que les Cubains portent en eux depuis plus d'un siècle.

Après plusieurs années de lutte de libération nationale contre le colonisateur espagnol, les troupes *mambi* du général Calixto Garcia qui avaient presque vaincu l'armée coloniale espagnole n'ont pas eu le droit de participer aux négociations de paix qui devaient décider de l'indépendance de l'île.

La "crise des fusées" en 1962 a été un autre moment de douleur et de frustration pour les Cubains. En effet, les négociations pour le retrait des fusées se sont déroulées entre les deux superpuissances sans que ne soit consulté le pays qui abritait ces armes nucléaires sur son territoire, pour avoir ne serait-ce qu'une idée de ses exigences, voire de ses propositions. Aux négociations de paix angolaises, Jorge Risquet Valdés peut alors affirmer :

Esta vez, Cuba junto a Angola estaba con voz plena en la mesa de las negociaciones, frente a los racistas sudafricanos, mientras Estados Unidos fungía como mediador y el Consejo de Seguridad de la ONU sería garante de los acuerdos adoptados. (Risquet Valdés, 1999, p.20)

Mais au moment où le corps expéditionnaire revient au pays, Cuba est confrontée à la plus grande crise de son histoire.

C. Cuba à la fin de l'opération Carlota

L'anachronisme de l'internationalisme prolétarien à la fin des années 90 est de notre point de vue, symbolisé à la Havane par une statue de Don Quichotte : El Quijote de la Rampa.

1. La crise

Les éléments du corps expéditionnaire cubain en Angola ont participé à un geste historique dont ils ont toutes les raisons d'être fiers. Lorsqu'ils reviennent dans leur pays, celui-ci a subi les contrecoups de l'effondrement du bloc soviétique. L'érosion de l'alliance économique entre l'Union Soviétique et Cuba a été plus qu'une catastrophe: c'était une situation apocalyptique. L'URSS à elle seule importait 80% du sucre et 40% des agrumes cubains. 80% des produits alimentaires étaient importés et la faible production nationale dépendait d'éléments climatiques non maîtrisés (Risquet Valdés, 1999, p.20).

Les importations de pétrole en provenance de l'URSS ont chuté de 13 millions de tonnes auparavant à 3 millions de tonnes en 1989. La production s'est effondrée et l'île souffre cruellement de la pénurie de pétrole. C'est le moment que les États-Unis choisissent pour renforcer l'*embargo* avec les lois Torricelli et Helms-Burton.

C'est dans ce contexte dégradé que Cuba entre dans la "la période spéciale en temps de paix". Le gouvernement se trouve devant le paradoxe de ranimer une économie socialiste grâce à des mécanismes de l'économie de marché. Le pays du *Comandante Fidel* veut sauver sa Révolution mais en s'appuyant sur l'entrée de capitaux privés associés au secteur touristique, aux investissements étrangers directs et à l'envoi de devises de l'extérieur pour renouer avec la croissance.

L'île admet le dollar comme moyen de paiement courant pour saper les bases du marché noir. Le risque couru était de porter une atteinte grave au principe d'égalité sur lequel repose le régime. Le travail indépendant a été légalisé avec la possibilité pour les "*cuenta propistas*" de monter leurs propres affaires (Marchand, 1988, p.3). C'était le début du cauchemar.

2. Le cauchemar

Avec la "dollarisation " de l'économie, nous avons, d'un côté, ceux qui ont accès à des biens autrefois réservés aux diplomates et touristes et, de l'autre, les pauvres qui se voient confinés dans une offre de produits de moindre valeur vendus en pesos cubains.

Tout vient à manquer dans l'île et le pouvoir d'achat chute de 50%. Dans les années 90, le pays rentre dans les "apagones", délestages électriques qui pouvaient durer jusqu'à 18 heures par jour. Le système de sécurité sur lequel reposait l'État-providence s'est écroulé. Les Comités de Défense de la Révolution (CDR), véritables janissaires du régime, n'assurent plus leurs fonctions de surveillance, faute de volontaires. Le marché noir a pris des proportions insoupçonnées.

Avec le développement du tourisme, la société s'est transformée rapidement au contact des touristes occidentaux. Les répercussions sur la vie quotidienne de l'île sont apocalyptiques. La *libreta*, la carte de rationnement qui permet d'avoir presque gratuitement les vivres essentiels, s'est réduite en quantité et en qualité.

Le Cubain d'un certain âge, autrefois enveloppé, voire bedonnant, ressemble beaucoup plus à un éthiopien ou à un asiatique. La Vieille Havane ressemble beaucoup plus à Sarajevo qu'à la "Perle des caraïbes". L'augmentation du coût de la vie a fait revenir les vieux fléaux de la période prérévolutionnaire. La prostitution est revenue comme aux bons vieux temps de Batista. On dénombre plus de 6000 prostituées dans la seule ville de La Havane. Les discriminations sociales et raciales sont revenues à grands pas.

En raison de la crise, plus de 35000 Cubains fuient le pays dans des embarcations de fortune appelées *balsas*. Des émeutes éclatent à La Havane en 1994. Le pays est dans une impasse telle que beaucoup pensent que le régime ne tiendra plus longtemps. Les ennemis de la Révolution multiplient alors les opérations de

déstabilisation. Mais le régime tient debout. Et réussit à sauver l'essentiel d'un système éducatif et social exemplaire mais de fait démesuré par rapport à la productivité qui doit le garantir.

Le pays que les héros de l'expédition angolaise retrouvent est un ensemble de citoyens résignés de façon presque fatale devant la situation. Mais une surprise de taille les attend : l'affaire Ochoa.

3. Le miroir brisé: l'affaire Ochoa

Le général de division Arnaldo Ochoa Sanchez, héros de la Révolution cubaine et populaire, commandant en chef du corps expéditionnaire cubain, devait trouver les moyens pour faire face à la situation lorsqu'à partir de 1986, l'URSS ne peut plus mettre à la disposition de Cuba les moyens pour faire face à la situation militaire.

Malgré des moyens limités, les troupes cubaines ont renversé la situation sur le terrain militaire et amené les belligérants à la table de négociation.

Mais le 12 juin 1988, l'icône de la guerre qui venait de rejoindre son pays est arrêté pour "corruption", "détournement de fonds" et "trafic de drogue". Il lui est reproché d'avoir supervisé la vente de sucre au marché noir en Angola et trafiqué de l'ivoire et des diamants. Il aurait chargé un de ses collaborateurs de prendre contact avec Pablo Escobar du Cartel de Medellín avec la possibilité de lui offrir des couloirs aériens ou navals voire la possibilité d'ouvrir des laboratoires de cocaïne en Afrique. L'inculpé a semble-t-il reconnu les faits mais prétendu avoir été motivé par le désir d'amasser d'énormes sommes d'argent pour acheter des équipements pour l'Angola.

Le Président Bush qui avait déclaré la guerre aux cartels colombiens faisait pression sur tous les États soupçonnés de complicité. Les noms qui revenaient le plus étaient ceux de Cuba et de Panama. C'est quelques mois après l'affaire Ochoa que le président Noriega du Panama a été kidnappé et transféré aux États-Unis. Pour les

services antidrogues américains, les militaires n'ont fait qu'exécuter les ordres d'un État qui avait besoin de sortir de la souricière angolaise par tous les moyens. Initiative personnelle ou exécution d'un ordre? La question de la responsabilité de l'État a été posée mais n'a pas trouvé de réponse.

Le général Ochoa est accusé de haute trahison parce que les faits qui lui sont reprochés donnent aux États-Unis des arguments pour envahir l'île. Les juges ne lui trouvent pas de circonstance atténuante et le ministre de la défense ratifie la sentence du tribunal : il est déclaré coupable et fusillé avec trois autres officiers.

Pour Fidel Castro, l'affaire Ochoa a été une occasion pour sécuriser son régime, écarter les trafiquants et mettre fin aux abus et privilèges. Il fallait donner une leçon aux militaires corrompus et enterrer définitivement le rêve internationaliste. Le miroir de la victoire venait de se briser.

EN GUISE DE CONCLUSION: SOLIDARITE EN TEMPS DE CHOLERA NEOLIBERAL

Au nom de la liberté, de l'égalité et de la solidarité entre les peuples opprimés, l'armée cubaine est allée mener en Angola, la plus grande opération militaire jamais organisée par l'État Cubain : l'opération Carlota.

En hommage à tous ces esclaves qui ont forgé la conscience collective cubaine, la Révolution a donné à l'opération le nom d'une illustre inconnue dont l'histoire euro-centrique du pays a tait le nom comme ceux de tous ces *cimarrones* qui ont donné au peuple cubain l'esprit rebelle qui fait sa fierté aujourd'hui.

L'opération Carlota a été décisive dans le renforcement de l'indépendance de l'Angola parce qu'elle a empêché ce pays d'être écartelé par les États-Unis et leurs alliés, comme l'esclave Carlota l'avait été par quatre chevaux dans la province de Matanzas parce qu'elle réclamait la liberté pour tous ses frères esclaves dont les muscles avaient bâti le pays.

Lorsque le corps expéditionnaire revient à la maison, le pays est en lambeaux : c'est le temps des désillusions. Des doutes sont nés sur le "socialisme réel" depuis l'effondrement du bloc soviétique. Le rêve Révolutionnaire donne l'impression d'avoir pris une balle dans le cœur avec l'exécution du général Ochoa.

Une nouvelle stratégie économique adaptée aux nouveaux rapports de forces devait être trouvée au moment même où la vague néolibérale balayait les connections économiques qui avaient soutenu l'économie mondiale après la Deuxième Guerre Mondiale. La situation du pays était devenue préoccupante parce qu'il n'avait plus de devises. Le vol, la débrouille, le marché noir se sont imposés dans le panorama social.

La dualité monétaire a mis fin à l'égalitarisme sur lequel a toujours reposé le régime. L'inversion des valeurs inculquées par la Révolution a fragmenté les consciences sociales. C'est un regard plein d'amertume et de scepticisme que les membres du corps expéditionnaire jettent sur leur pays.

Dans une situation d'isolement quasi-total, le régime a essayé de sauver l'essentiel. La "période spéciale en temps de paix" décrétée pour faire face à la situation a permis de maintenir l'essentiel des acquis de la Révolution mais elle n'a pas empêché de marginaliser les catégories les plus faibles et raviver les tensions entre Blancs et Noirs. Les problèmes que l'on croyait disparus ont réapparu : inégalités sociales, prostitution, racisme, corruption.

L'heure n'est plus aux états d'âme. Le pays doit faire face à une tâche surréaliste : concilier l'économie de marché et les acquis sociaux en ces temps de "choléra néolibéral". Devant les nombreux défis, Cuba pourrait avoir le choix entre "l'économie à orientation socialiste" appelée *Doi Moi* (Renouveau) au Vietnam et qui a donné des résultats économiques probants.

Mais Cuba a aussi la possibilité de présenter aux pays du Tiers Monde une alternative au néolibéralisme en optant pour une voie originale qui mette en place une économie et une société qui aillent "au-delà du rêve". Il s'agit de créer une société plus juste parce qu'orientée vers les besoins réels des citoyens et centrée sur l'exercice effectif de la liberté pour mettre en place une véritable démocratie participative. Cette démocratie "démocratisée" pourrait faire sortir le processus démocratique de la sphère purement politique pour le faire rentrer dans l'économie, les relations raciales, religieuses et sexuelles.

Le système politique pourrait libérer la parole pour tenir compte de toutes les opinions et permettre à chacun de participer aux prises de décision. Une économie mixte, toujours sociale mais gérée selon les rigueurs des techniques de gestion les plus modernes. La tolérance religieuse pourrait être plus grande et la culture libérée des scories du passé. En un mot, Cuba a la possibilité de mettre en place une démocratie qui lutte non seulement pour la liberté mais aussi pour la différence.

Ce serait le meilleur hommage rendu aux soldats et aux techniciens de l'opération Carlota. Le corps écartelé de Carlota serait ainsi reconstitué pour l'Éternité.

REFERENCES DOCUMENTAIRES

AGUIRRE, Mariano et MATTHEWS, Robert (1989). *Guerra de baja intensidad*. Madrid: Fundamentos.

BANQUE MONDIALE (2005). *Briser la spirale des conflits, guerre civile et politique de développement*. Bruxelles : De Boeck.

BEJOT, Jean-Pierre (1996). « Savimbi ». *Jeune Afrique Economie*, 2530.

BOUZANDA, Diassonama Kiessé (2012). « La Chine en Afrique : quel soutien aux mouvements de libération nationale ». *Diploweb.com*

CARRERAS, Julio Angel (1985). *Esclavitud, Abolición y racismo*. La Habana: Editorial de ciencias sociales.

CONCHIGLIA, Augusta (1986). « Une guerre prolongée contre l'armée sud-africaine et l'UNITA ». *Le Monde Diplomatique*, 39702.

CONCHIGLIA, Augusta (2014). « Quand Cuba se battait pour l'Angola ». *Le Monde Diplomatique*, 50867.

DELORCA, Frédéric (2006). *Le monde à l'heure de la globalisation mondiale*. Paris: Le Temps des Cerises.

FRIEDLANDER, Heinrich (1978). *Historia económica de Cuba*. La Havana: Editorial de ciencias sociales.

FUCHS, Gérard (1990). « La Namibie n'est pas si mal partie ». *Jeune Afrique*, 1516.

GRAH MEL, Frédéric (2003). *Félix Houphouët-Boigny : La fin et la suite*. Paris: Khartala.

HABEL, Janette (2004). « Cuba entre pressions externes et blocages internes ». *Le Monde Diplomatique*, 603.

IBARRA, Jorge (1972). *Ideología Mambisa*. La Havana: Instituto Cubano del libro.

LUCIANO Franco, José (1963). *La conspiración de Aponte*. La Havana: Archivo Nacional.

MARCHAND, Stéphane (1988). « Cuba content de ses troupes ». *Le Figaro*, 3337.

MARTINEZ PUENTES, Silvia (2004). *Cuba, plus loin que le rêve. Économie, politique et syndicalisme dans l'œuvre matérielle, morale et humaine*. La Havana: Editorial José Martí.

RISQUET VALDES, Jorge (1999). *40 años de solidaridad de Cuba con África*. La Habana: Si-Mar.

SERANO, Andrés (1993). «Sudáfrica, una foto en blanco y negro». *Revista española de defensa*, 60.

SMITH, Stephen (1998). «Avec les Cubains d'Angola». *África Internacional*.